

**COMITÉ** : Commission parlementaire sur la question Biélorusse et Ukrainienne

**PROBLÉMATIQUE** : Pour une politique étrangère et de sécurité commune aux confins orientaux de l'UE, quelles relations avec l'Ukraine et la Biélorussie

**AUTEUR** : Roumanie

La politique étrangère et de sécurité commune de l'UE, qui vise à résoudre les conflits et à promouvoir l'entente entre les pays, est fondée sur la diplomatie et le respect de la législation internationale. Le commerce, l'aide humanitaire et la coopération au développement jouent également un rôle important dans l'action de l'UE au niveau international. Elle vise également à préserver la paix, renforcer la sécurité internationale, promouvoir la coopération internationale, développer et renforcer la démocratie, l'état de droit et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La Roumanie est le premier pays de l'Europe centrale et orientale qui a établi des relations avec la Communauté européenne, dès 1974. Elle devient membre de l'OTAN en 2004 puis de l'UE en 2007. La Roumanie se montre donc très en faveur du développement d'une architecture de sécurité européenne en accord avec la stratégie nationale et les attributions qui lui reviennent en tant qu'État membre, justifiant d'ailleurs son intégration à l'OSCE. La Roumanie soutient les efforts de l'UE destinés à réviser la politique de voisinage, en accentuant notamment le renforcement du rôle joué par la coopération régionale, le développement des projets sectoriels et au niveau multilatéral. L'appui accordé à la République de Moldavie pour son intégration dans le Partenariat Oriental, le soutien offert aux pays des Balkans Occidentaux dans leur démarche européenne, la coopération avec les pays du Caucase et de l'Asie Centrale sont des directions d'action étrangère du pays.

Depuis 1994, année d'arrivée au pouvoir d'Alexandre Loukachenko, les relations entre l'Ukraine et la Biélorussie se sont avérées tumultueuses, d'autant plus aggravées par les répressions des manifestations d'août 2020 à l'encontre de la victoire de ce dernier à l'élection présidentielle pour la sixième fois (ce qui entraîne, entre autres, un enchaînement de sanctions envers la Biélorussie). Tous deux pays post-soviétiques, l'Ukraine s'est tournée vers une politique plus europhile (notamment suite aux événements de la révolution des oranges) tandis que la Biélorussie s'est d'autant plus rapprochée de la Russie en rejoignant par exemple l'EAEU. Aujourd'hui, la crise ukrainio-biélorusse n'a jamais été aussi grave. En effet, la Biélorussie a joué un rôle majeur dans le conflit actuel en autorisant l'armée russe à entrer en Ukraine en passant par ses terres mais aussi en les laissant placer leurs missiles sur celles-ci.

La Roumanie, bien qu'elle n'ait pas directement participé au conflit, a pris plusieurs mesures en faveur de son arrêt : elle accepte le déploiement de troupes françaises sur son territoire pour venir en aide de l'armée ukrainienne, a accueilli 364 000 réfugiés ukrainiens, et plus de 3000 roumains se sont mobilisés pour apporter des aides humanitaires. Le président de la Roumanie a même dit être "prêt à faire face à toutes les conséquences économiques et humanitaires que cette guerre pourrait engendrer". Le pays reste cependant très en faveur d'une désescalade de la guerre pour le maintien de la paix en encourageant des négociations entre les deux pays.

La Roumanie insiste que la première étape vers une politique étrangère et de sécurité commune est l'arrêt de la guerre ukrainienne-russe. Ensuite, il faut que les deux pays renouent leur liens rompus et tournent la page pour ouvrir un nouveau chapitre dans leurs relations. Cela peut débiter par un arrêt des sanctions, puis en se focalisant sur des échanges économiques commerciaux , mais aussi non commerciaux (échanges de biens et de services, coopération sociale et culturelle). Ces dernières ne sont bien sûr que des propositions et la Roumanie reste ouverte à d'autres initiatives .